TIZI-OUZOU

Reprise des bombardements sur Berekmouche

Les bombardements sur la forêt et l'Oued Berekmouche jusqu'au lieudit Assif Ousaga ont repris, hier, à partir des campements militaires de Aït Aggouacha et d'Iboudrarène sans l'intervention des hélicoptères.

Jusqu'aux environs de midi, l'artillerie des deux campements a pilonné encore tout le secteur où l'on a signalé la présence de nombreux terroristes fortement armés et regroupés, probablement, en vue de dresser un bilan macabre de leur action malfaisante et d'élaborer une nouvelle stratégie meurtrière. Les bombardements sont toutefois moins intenses que la veille où les habitants de la région ont été replongés dans un climat déjà vécu, à une distance un peu plus éloignée, l'été dernier lors d'une opération similaire qui a duré plusieurs jours suscitant la même angoisse au sein de la population qui s'interrogeait sur les possibles dommages collatéraux de ce déluge de feu faisant l'effet d'un tremblement de terre sur les environs.

Le déploiement des soldats constaté la veille est demeuré en place durant toute la nuit selon des témoins oculaires signalant même l'arrivée de quelques renforts mais curieusement, aucun crépitement d'armes automatiques n'a été entendu ni durant ni après les bombardements.

En bouclant hermétiquement la région pilonnée, l'armée semble prendre son temps pour ratisser les lieux, misant d'abord sur l'épuisement des provisions et les déplacements et tentatives de fuite que les assiégés ne manqueront pas de faire pour survivre à l'opération d'étouffement mise en place.

Tant que l'opération se poursuit, aucun bilan officiel ne peut être avancé sur le résultat des bombardements, il faudra attendre le passage au peigne fin de tout le secteur par l'infanterie pour les connaître.

B. T.

DES EXPERTS TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

«L'Algérie est un des pays les plus vulnérables au monde»

Les experts, qui se sont succédé hier à la tribune des IVes journées d'études parlementaires sur la défense nationale, ont démontré la vulnérabilité de l'Algérie sur les plans économique et alimentaire. Les professeurs Mouhoubi et Aït Amara ont souligné l'urgence de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un programme de développement à moyen terme pour assurer la survie de l'Algérie.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Conseiller à la présidence de la République et membre du Conseil national économique et social (Cnes), le professeur Salah Mouhoubi a présenté, hier, une communication sur «les vulnérabilités de l'Algérie». Sa conclusion est sans appel : «L'Algérie est l'un des pays les plus vulnérables au monde.» «Selon le dictionnaire Larousse, l'adjectif vulnérable signifie "susceptible d'être attaqué, battu" ou "qui donne prise aux attaques morales" ou encore "faible qui donne prise à la critique"». Ces définitions renvoient à plusieurs concepts. L'un est lié à la sécurité nationale : lorsqu'on est vulnérable, on est susceptible d'être attaqué et même d'être battu. L'autre est lié à la faiblesse, ce qui veut dire qu'être vulnérable, c'est être faible économiquement surtout et disposer d'un territoire et d'une position géopolitique qui posent des problèmes. C'est à partir de ces définitions, et de leurs implications, que l'Algérie peut être considérée comme l'un des pays les plus vulnérables au monde. Sans les hydrocarbures, elle figurerait sur la liste des PMA. La structure du PIB, des échanges extérieurs et des recettes budgétaires fait apparaître la part disproportionnée des hydrocarbures.

Six étapes inachevées

Ainsi, «l'économie et l'Etat ne fonctionne que grâce à la manne pétrolière», a expliqué le Dr Salah Mouhoubi. Selon lui, l'Algérie est passée par six étapes dans sa tentative de concevoir et de mettre en œuvre une politique de développement. Il précisera toutefois qu'aucun de ces programmes n'a été mené à terme. «De 1962 à nos jours, le pays s'est échiné à atteindre des objectifs dans le cadre d'un développement inachevé. On constate donc que l'Algérie n'a pas connu une période continue en matière de développement.» Le conférencier finit par poser la question suivante : «L'Algérie a-t-elle les moyens de vaincre ses vulnérabilités ?» Il estime que oui, mais à condition «d'y mettre de la bonne volonté» et de la doter «d'une feuille de route de 20 ans pour vaincre et s'imposer sur la scène internationale comme un acteur important pour assurer sa survie».

Le mythe et la blague

Le professeur Hamid Aït Amara a lui aussi appelé à l'élaboration d'un programme de développement à moyen terme. Dans son intervention consacrée à «la sécurité alimentaire en Algérie», l'économiste s'est surtout évertué à briser des mythes. «L'Algérie grenier de Rome ? C'est une blague !» a-t-il lancé à l'assistance. «On nous a fait vivre avec ce mythe qui, semble-t-il, a été inventé par les Français pour légitimer l'occupation de l'Algérie. En 1830, la France, comme l'ensemble de l'Europe, subissait une disette. Cette histoire de grenier de Rome a été trouvée pour justifier l'extension de l'Empire dans le but de nourrir la métropole.» Déficit en terre arable, morcellement, désertification, manque en eau… le secteur de l'agriculture est en pleine faillite. Afin d'assurer sa sécurité alimentaire, Hamid Aït Amara propose de changer de stratégie. «Il est avant tout nécessaire de supprimer la jachère. Nous devons faire en sorte d'utiliser les terres pour plusieurs cultures. L'Etat devra par la suite identifier des zones agricoles et signer des contrats de culture avec les agriculteurs. Ces opérations, qui pourraient débuter avec 2 000 à 3 000 contrats la première année, pourront être étendues progressivement. Sur le plan financier, il sera plus intéressant à l'Etat de mettre de l'argent dans ce genre d'opération plutôt que de le placer à l'étranger, comme c'est le cas actuellement», soulignera-t-il.

Vulnérabilité - sécurité

Le concept de défense économique a été longuement débattu au cours de ces deux journées. Bien qu'incontournable, cette notion reste un élément inscrit dans le cadre global de défense nationale. Dans sa communication intitulée «résilience ou résistance ? Retour aux fondamentaux de la sécurité et de la défense nationale», le colonel Djamel-Eddine Bouzghaïa a présenté ce qui pourrait être «la quintessence du concept national de sécurité et de défense» à «l'âge de la raison de la nation algérienne renaissante».

«Le logiciel vulnérabilité-sécurité semble être le mieux adapté à notre être, à nos besoins et à nos moyens ainsi qu'à l'évolution générale partout dans le monde dans ce domaine. Il faut se garder, cependant, de passer par pertes et profits l'approche par la défense et par les menaces, celles dites nouvelles comme celles plus traditionnelles comme l'agression». Au titre des menaces, le colonel Bouzghaïa semble partager les mêmes inquiétudes que les experts qui se sont succédé à la tribune de ces IVes journées d'études parlementaires. «La politique de la canonnière n'appartient pas à un passé révolu, elle est encore pratiquée non seulement par les puissances impériales ou à prétention sinon réminiscence impériale, mais même par certains pays eux-mêmes anciennes victimes du colonialisme. Elle pourrait même être remise au goût du jour si le négoce et la négociation venaient à échouer pour réguler la distribution des ressources rares, l'énergie et l'eau principalement». L'officier supérieur de l'ANP, qui a participé activement à toutes les journées d'études parlementaires sur la défense nationale, résumera ainsi les travaux des quatre éditions : «Ce débat a le premier mérite d'exister en soi. Le deuxième est d'aborder des questions jusque-là taboues ou réservées aux seuls initiés. Le troisième est de réunir des participants de sensibilités différentes et venus d'horizons différents. Le quatrième est d'être à chaque fois suivi de la publication des actes, offrant ainsi de la matière nationale à tous ceux qui s'intéressent à ces questions. Le cinquième, et certainement pas le dernier, est de poser les jalons, du moins quelques repères, pour l'action législative future dans ce domaine.» Feu Abdelhamid Latrèche ne disait-il pas que «la défense et la sécurité sont des questions qui concernent tous les citoyens. Le débat sur la défense est en fait un débat sur la citoyenneté».

T. H.

KHOUDRI S'EST VU OFFRIR UNE TRIBUNE

Les JEP dévoyées

Les Journées d'études parlementaires sur la défense nationale se sont transformées, lors de la séance d'ouverture, en une véritable «tribune politicienne». Il s'avère, en effet, que le programme de ces IVes JEP a été totalement bouleversé pour permettre à Mahmoud Khoudri, le ministre chargé des Relations avec le Parlement, de présenter une communication. Un changement de dernière minute qui a été imposé par de hauts responsables du Conseil de la nation. Cette décision a créé une situation inédite puisque cet événement — censé être ouvert à un débat citoyen — a été divisé en deux collèges : le premier, réservé aux VIP, et le second aux autres participants. Ainsi, il est utile de relever que des thèmes identiques (problématique énergétique et aspects juridiques de défense économique) ont été abordés lors de la première journée de ces JEP.

T. H.

DE L'HUILE DE TABLE CONTENANT DES MÉTAUX LOURDS SUR LE MARCHÉ

Laquelle ?

La Direction générale du contrôle économique et de la répression des fraudes a indiqué hier qu'une huile introduite frauduleusement en Algérie et commercialisée, notamment dans la région d'Annaba, contenait des taux trop élevés de métaux lourds. Cette concentration en cuivre, en fer et en plomb dépasse de loin les seuils tolérés et constitue un danger pour la santé. La Direction de la répression des fraudes indique, en effet, que ladite huile, dont le communiqué ne donne pas l'appellation, ne comporte aucune mention permettant d'établir sa traçabilité. Ladite direction qui recommande de ne pas consommer l'huile en question avertit que la commercialisation de ce produit ou son utilisation dans la préparation de denrées alimentaires est passible de sanctions.

R. N.

CONSEIL DE GOUVERNEMENT CE MARDI

La loi de finances complémentaire au menu

Le Conseil de gouvernement se réunira demain mardi pour examiner, entre autres dossiers, l'avant-projet de loi de finances complémentaire pour 2008. C'est ce que nous révèle une source bien informée. «La loi de finances complémentaire pour 2008 sera basée sur une dotation budgétaire très conséquente», poursuit notre source.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Si effectivement une loi de finances complémentaire est devenue quasiment «un rituel institutionnel» depuis l'avènement de Bouteflika au pouvoir en 1999, celle que s'apprête à examiner le gouvernement obéira sans doute plus à des considérations politiciennes qu'économiques. Très à l'aise au plan financier, grâce à la flambée irréversible des prix du pétrole, Bouteflika peut se permettre d'orienter les flux budgétaires à sa guise. Plus concrètement, dans le sens qui lui permettrait «d'arroser» sa précampagne en prévision de la prochaine élection présidentielle. «A moins de dix mois de la présidentielle, le président est comme bousculé par le temps. Plus que tout, il tient à honorer l'ensemble de ses engagements de campagne pris en 2004.» Parviendra-t-il à le faire ?

Le pari semble relever carrément du miracle au regard de l'énorme retard pris dans la réalisation de l'ensemble des chantiers engagés depuis le début de l'actuel quinquennat. Un état de fait qui n'échappe nullement à l'équipe du cercle présidentiel, davantage sous pression pour la simple raison que sa survie politique dépend de la possibilité pour Bouteflika de s'adjuger un troisième mandat. Et donc d'une révision inéluctable de la Constitution. Un double événement politique dont la réalisation nécessite, outre un arrangement politique «en haut lieu», une détente — à défaut de la stabilité sociale. A plus forte raison, à quelques semaines de la rentrée sociale, une échéance que le pouvoir a appris à redouter et à juguler ces dernières années.

Les ministres présentent leurs plans quinquennaux

Par ailleurs, et en parallèle à la loi de finances complémentaire la présidence de la République a récemment adressé aux membres du gouvernement une note où il leur est demandé de présenter, chacun, un programme budgétisé sur cinq ans. «Chaque ministre doit présenter, dans des délais raisonnables, un programme complet sur son secteur, avec les besoins, les prévisions budgétaires et les délais de réalisation des projets, et ce, dans le cadre du troisième plan quinquennal que le président compte lancer début 2009 et s'étalant jusqu'en 2013», nous confie la même source. Un plan quinquennal qui sera, confirme encore notre souce, d'une dotation financière gigantesque. Plus que les deux précédents plans réunis…

K. A.